

Nouvelles publications en ligne :

Un rapport récent de l'organisation OXFAM fait le point sur les problèmes d'alimentation dans le monde. En voilà quelques extraits trouvés sur le site de Fabrice Nicolino (Planète sans visa) :

En Inde : *bien que la croissance économique indienne ait plus que doublé entre 1990 et 2005, le nombre de personnes souffrant de la faim dans ce pays a augmenté de 65 millions, soit plus que l'ensemble de la population française. Un développement économique et des systèmes de sécurité sociale excluant les populations pauvres en milieu rural en sont les principales causes. Aujourd'hui, *une personne sur quatre souffrant de la faim dans le monde vit en Inde*./

Aux États-Unis : *les politiques menées par les États-Unis font que *15% des quantités mondiales de maïs sont utilisées comme carburant*, même en période de forte crise alimentaire. La quantité de céréales nécessaire pour faire le plein d'un véhicule de type 4x4 avec des agrocarburants permettrait de nourrir une personne pendant un an./

Les entreprises : *quatre multinationales tiennent entre leurs mains le pouvoir de décisions relatives au système alimentaire mondial. *Trois entreprises seulement -**Archer Daniels Midland, Bunge et Cargill - contrôlent environ 90% du commerce mondial de céréales*. Leurs activités entraînent la volatilité des prix alimentaires, ce dont elles profitent.

Lors du premier trimestre de 2008, en pleine hausse mondiale des prix alimentaires, les profits de Cargill avaient augmenté de 86%. Et l'entreprise connaît des profits record cette année grâce à des ruptures d'approvisionnements au niveau mondial.../

Vous trouverez le résumé de ce rapport en PDF, ici :

<http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/growing-a-better-future-010611-summ-fr.pdf>

Nouvelles vidéos sur le site de Rés'OGM Info :

<http://www.resogm.org/spip.php?article162>

Vidéo : **La plante : comment valoriser ses potentialités pour une agriculture réellement durable ?** par Lilian Ceballos

<http://www.resogm.org/spip.php?article161>

Vidéo de la Conférence sur la **relation Homme-Nature**, ou La nécessité de changer de paradigme, de Frédéric Jacquemart. GIET.

Actualités liées aux OGM et à l'agriculture en France et en Europe

http://www.bastamag.net/spip.php?page=imprimer&id_article=1588

L'université de Louvain en Belgique a décidé de licencier une de ses chercheuses.

En cause, son soutien à une journée d'action le 29 mai contre un champ d'essai de pommes de terre génétiquement modifiées appartenant à l'Université de Gand, à Wetteren, en région flamande. L'action initiée par le mouvement belge Field Liberation Movement <http://fieldliberation.wordpress.com/about/> visait à déterrer les pommes de terre génétiquement modifiées afin de les remplacer par des pommes de terres biologiques.

Une dizaine de chercheurs viennent de publier une lettre ouverte

<http://threerottenpotatoes.wordpress.com/#fr> dans laquelle ils revendiquent avoir pris part à la manifestation contre cet essai en champ. « */Nous pouvons admettre que la cible et le mode d'actions ne sont pas bons, mais nous estimons que la sanction est excessive et est une négation de la liberté académique et de la liberté d'expression/* », expliquent-ils. Les initiateurs de la pétition soulignent que la chercheuse concernée, Barbara Van Dyck, n'a pas été licenciée pour des infractions commises, mais parce qu'elle a déclaré sa solidarité avec les manifestants.

Ils dénoncent une « */mesure disproportionnée/* ». Et appellent l'ensemble de la communauté universitaire à protester contre ce licenciement. « *Il s'agissait d'une action non-violente qui devait permettre de remettre dans le débat en Belgique la question de la culture d'OGM/* », a commenté le conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais Dominique Plancke. Mission accomplie.

Sophie Chapelle

<http://www.lalibre.be/archives/divers/article/668112/la-chercheuse-licenciée-se-défend.html>

La chercheuse licenciée se défend

Grégoire Comhaire

Mis en ligne le 20/06/2011

Barbara Van Dyck regrette son licenciement mais estime son action nécessaire.

Le 29 mai dernier, quelques dizaines de militants anti-OGM détruisaient un champ expérimental de pommes de terre à Wetteren à l'appel du Field Liberation Movement. Un champ, appartenant à un centre de recherche affilié à l'Université de Gand, et une action que les autorités académiques ont vivement condamnée, annonçant même des poursuites judiciaires contre les manifestants.

Parmi eux ce jour-là, se trouvait une chercheuse au département d'urbanisme de la KUL, Barbara Van Dyck. Lorsqu'elle a appris sa participation à cette action, l'université n'a pas hésité à la licencier sur le champ, estimant qu'il s'agissait "d'une attaque inacceptable contre la liberté et l'indépendance de la recherche scientifique". La jeune fille est encore stupéfaite de cette réaction. "Je ne m'attendais absolument pas à une telle décision" explique-t-elle. "Je suppose que cela veut dire qu'on a touché à un sujet très sensible."

La jeune fille, indique avoir participé à cette action dans le but d'amener le débat autour d'une question de société importante qui lui tient particulièrement à cœur. "Le problème des OGM est un problème important qui s'inscrit plus largement dans celui de l'avenir de l'agriculture en général", dit-elle. "On fait face à une profonde transformation de notre système agricole, avec une privatisation progressive des semences qui rend de plus en plus compliqué, voire impossible, le développement d'une agriculture de type paysanne".

Pour elle, les OGM sont un aspect de ce processus de privatisation des semences. Un processus qu'elle entendait dénoncer le 29 mai dernier, et dont elle était loin de se douter des conséquences sur sa carrière professionnelle.

Les autorités académiques ont réagi de la sorte parce que le champ incriminé appartenait à une université. "C'était un champ d'essai. Mais ces essais ne sont qu'une étape préalable à la commercialisation des semences OGM" poursuit Barbara Van Dyck. "On passe par la recherche scientifique pour mettre les OGM sur le marché. C'est une des conséquences du financement privé de la recherche. Les universités ont aussi besoin de financements privés mais il faut se poser la question des conséquences que ces financements peuvent avoir."

Pour Barbara Van Dyck, les OGM répondent à un besoin d'intérêts privés qui ne sont pas profitables à l'ensemble de la société. "On assiste à de profondes transformations sociales. Il faut se poser la question de savoir à qui elles profitent" dit-elle. D'autant que les essais en question ont lieu en plein air et que le risque de contamination de l'environnement par les semences OGM de Wetteren existe, dit-elle encore.

Comme d'autres activistes ayant participé à l'action, Barbara Van Dyck fait face à des poursuites judiciaires. Elle a, de plus, perdu son boulot de chercheuse qu'elle adorait. "Je regrette beaucoup d'avoir été licenciée mais je ne regrette pas d'avoir participé à l'action", conclut-elle.

"Je pense qu'il est très important qu'un débat de société ait lieu autour de la question des OGM et qu'on ne se réfugie pas derrière l'argument de la liberté de recherche scientifique pour éviter d'en parler."

Allemagne : le Bade-Wurtemberg région sans OGM – pour bientôt ?

Le nouveau gouvernement du Land veut officiellement déclarer le Bade-Wurtemberg «région sans OGM». Ceci constitue un avantage sur le marché de l'agriculture. (Südkurier, 29.4.11)

Actualités liées à l'agriculture dans le Monde

Le 7 juin 2011, le Pérou a décrété un moratoire de dix ans sur les OGM

Mardi 7 juin, le Parlement péruvien a voté en plénière, à une large majorité [1] « un moratoire de dix ans pour empêcher l'entrée sur le territoire national d'organismes vivants modifiés (OVM) à des fins de culture, d'élevage ou d'autres objectifs » [2]. Les OVM sont des organismes génétiquement modifiés (OGM) qui peuvent se reproduire. Ce terme a été introduit avec le Protocole de Cartagena et exclut de son champ d'application les produits dérivés d'OGM (par exemple les farines). Reste à savoir si la loi péruvienne suit précisément la définition onusienne. La loi n'étant pas encore enregistrée au Journal officiel, Inf'OGM communiquera ultérieurement sur les arguments utilisés dans la loi et cherchera à en apprécier la compatibilité avec les règlements de l'OMC.

La suite sur: <http://www.infogm.org/spip.php?article4833>

Comment détruire la paysannerie mondiale de manière responsable

<http://www.project-syndicate.org/commentary/deschutter1/French>

par Olivier De Schutter

BRUXELLES -- La Banque mondiale, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) et le secrétariat de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) ont récemment proposé sept /Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture/. Ces principes visent à s'assurer que ces énormes placements débouchent sur un résultat "gagnant-gagnant", servant tant les investisseurs que les communautés directement impliquées. Si ces principes sont pétris de bonnes intentions, ils sont cependant totalement inadéquats.

Depuis plusieurs années, les investisseurs (privés et publics) acquièrent et louent des millions d'hectares de terres agricoles dans le monde afin d'assurer l'approvisionnement de leur pays en nourriture, en matières premières et en biocarburants ou de toucher des subventions pour stockage du carbone sur leur site. Les investisseurs occidentaux, y compris les banques de Wall Street et fonds d'investissement, voient aujourd'hui le foncier comme une valeur refuge dans un contexte de tourmente financière.

Le phénomène a pris une ampleur considérable. Depuis 2006, entre 15 et 20 millions d'hectares de surfaces agricoles -- soit l'équivalent du total des terres arables de France -- ont fait l'objet de négociations de la part d'investisseurs étrangers.

Les risques sont considérables. Trop souvent, des notions comme « terre agricole en réserve » ou « en friche » sont détournées de leur sens, pour désigner des terres qui assurent en fait la subsistance populations entières, en vertu de pratiques coutumières. Les expropriations devraient n'avoir lieu que dans l'intérêt public, contre compensation et après consultation des intéressés. Dans les faits, ces principes ne sont que rarement respectés.

En Afrique, les terres arables sont en général considérées comme propriété domaniale de l'État, et les gouvernements les traitent comme si elles leur appartenaient. En Amérique latine, le fossé entre les grands propriétaires fonciers et les petits exploitants se creuse. Aujourd'hui, en Asie du Sud, beaucoup de populations sont délogées de leurs terres ancestrales pour libérer l'espace afin de créer d'immenses plantations de palmiers à huile, construire des zones économiques spéciales ou pour des projets de reforestation.

Les principes proposés pour discipliner le phénomène sont présentés comme volontaires. Il faut au contraire insister pour que les gouvernements respectent leurs obligations envers les droits de l'homme, y compris le droit à l'alimentation, le droit des peuples à disposer eux-mêmes de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, et le droit de ne pas être privés de leurs moyens de subsistance. Les principes proposés ne disent mot sur les droits de l'homme : ils manquent ainsi cette dimension essentielle de la responsabilité des gouvernements.

Par évidence, l'achat de terres par les investisseurs pour créer de vastes plantations va à l'encontre de l'objectif de redistribution des terres afin de garantir un accès plus équitable à la propriété foncière. Objectif que les gouvernements se sont pourtant engagés régulièrement à poursuivre, surtout depuis la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural de 2006.

Le problème va en réalité bien au-delà de la manière dont ces principes ont été formulés. La promotion de l'investissement foncier à grande échelle découle de la conviction que, pour combattre la faim, il faut augmenter la production alimentaire, et que celle-ci stagne en raison d'un manque d'investissement dans l'agriculture. C'est ce biais qui explique que, lorsque les investisseurs ont commencé à se ré-intéresser à l'agriculture, la priorité fut de les y attirer en leur offrant les meilleures conditions possibles, plutôt que de leur imposer des conditions risquant de les dissuader.

Or, tant le diagnostic que le remède sont incorrects. La faim et la malnutrition ne sont pas dues à une production alimentaire insuffisante. Elles sont le résultat de la pauvreté et des inégalités, notamment en zone rurale, où demeurent 75 % des pauvres à l'échelle de la planète.

Par le passé, le développement agricole a mis l'accent sur l'agriculture à grande échelle, fortement capitalisée, au détriment des petits exploitants dont la production fait vivre les communautés locales. En outre, dans un environnement de plus en plus compétitif, les gouvernements n'ont pas su protéger les travailleurs agricoles de l'exploitation sur les grandes plantations. Comment s'étonner alors que les petits exploitants et les ouvriers agricoles représentent 70 % de personnes incapables de se nourrir ?

Accélérer la transition vers une agriculture intensive et industrialisée ne résoudra pas le problème. En fait, cela risque même d'aggraver une situation déjà dramatique. Les fermes les plus grandes et les mieux équipées sont très compétitives, puisqu'elles produisent pour les marchés à moindre coût. Mais elles génèrent aussi un nombre de coûts sociaux qui ne sont pas intégrés dans le prix de vente de la production.

En revanche, les petits exploitants produisent souvent à un coût plus élevé. Ils sont très productifs à l'hectare, assurent une utilisation optimale du sol et jouent des complémentarités entre les plantes et les animaux. Mais le type d'agriculture qu'ils pratiquent -- reposant sur une utilisation réduite d'intrants externes et une plus faible mécanisation -- est intensive en main d'œuvre.

Mis en concurrence directe avec les grands exploitants agricoles, les petits paysans seront nécessairement perdants alors qu'ils rendent de précieux services à la communauté : ils préservent l'agro-biodiversité ; ils favorisent la résilience des petites communautés au choc des prix ou aux phénomènes météorologiques, et ils préservent mieux l'environnement.

L'arrivée d'investissements à large échelle dans l'agriculture modifie les relations entre ces différents mondes agricoles. Elle exacerbe cette concurrence déjà très inégale. Elle peut être la source de graves conflits sociaux dans les zones rurales.

Bien sûr, il faut investir dans l'agriculture de manière responsable. Mais les opportunités que beaucoup ont vu dans la crise des prix alimentaires ne doivent pas être confondues avec des solutions.

Relancer l'agriculture dans le monde en développement exigerait environ 30 milliards de dollars par an, soit 0,05 % du PIB mondial. Toutefois, les sommes investies importent moins que le type d'agriculture qui est encouragé. Si l'on favorise le développement de monocultures à grande échelle contrôlées par les plus puissants acteurs économiques, le fossé avec l'agriculture familiale, à petite échelle, se creusera davantage, alors que le type d'agriculture industriel mis en avant est déjà responsable d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine.

Il est regrettable que, au lieu de relever le défi d'une agriculture durable d'un point de vue social et environnemental, nous agissions comme s'il était possible d'accélérer la destruction des paysans de la planète de manière responsable.

/Olivier de Schutter est le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation./

*Copyright: Project Syndicate, 2010.

www.project-syndicate.org*

Partenaire financier : **Rhône-Alpes** Région

Pour vous abonner, envoyer un mail vide à actu-subscribe@resogm.org 4/5

Chine : nouvel insecte ravageur dans le coton Bt génétiquement modifié

Avec la culture du coton Bt, les paysans se voient obligés de pulvériser toujours plus d'insecticides en raison de l'apparition de nouveaux insectes nuisibles (appelés ravageurs secondaires). (Envir. Monitoring and Assessment, 173, 985)

Du côté des alternatives :

ICRISAT développe plus de 700 variétés de plantes cultivées résistantes à la sécheresse et hautement performantes – sans génie génétique

L'Institut international de recherche ICRISAT a libéré 735 variétés de plantes résistantes à la sécheresse. Dans l'Etat indien d'Andhra Pradesh par exemple, où la culture de l'arachide représente plus de 50% du revenu des paysans, l'ICRISAT a mis sur le marché une variété d'arachide qui augmente de plus de 20% les rendements, qui tolère très bien la sécheresse, qui produit de grosses graines (cacahuète) à haute valeur nutritive, qui est résistante à de nombreuses maladies et dont la paille constitue un bon aliment pour le bétail. (Deccan hronicle, 21.5.11)

Les bureaux seront fermés du 2 juillet au 28 août inclus.

Association Rés'OGM Info

58 rue Raulin 69007 LYON

Si vous souhaitez passer nous voir, merci de nous contacter par avance. Nos bureaux de Lyon ne sont pas ouverts tous les jours.

04 78 42 95 37 www.resogm.org resogminfo@free.fr

Newsletter réalisée par Marie-Aude Cornu, animatrice coordinatrice régionale